

H-France Review Vol. 11 (July 2011), No. 157

Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste. Les Maisons d'édition du Parti communiste français 1920-1968*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2010. 360 p. 20€ (pb). ISBN 978-2-7535-1230-6.

Compte-rendu par Jean Vigreux, Université de Franche-Comté.

Cet ouvrage issu d'une thèse soutenue en 2005 à l'IEP de Paris sous la direction de Marc Lazar (avec pour titre *Les Maisons d'éditions du Parti communiste français, 1920-1956*) participe au renouveau de l'histoire du communisme — grâce à l'ouverture de nouvelles archives, celles de l'internationale communiste, dites de Moscou et celles du PCF —, mais aussi aux travaux lancés par Jean-Yves Mollier sur l'édition et le livre. Construit en cinq parties et quinze chapitres, l'ouvrage, au style alerte, apporte un éclairage neuf sur les enjeux de l'écrit, de la lecture, mais aussi de l'éducation, voire de la formation des communistes. L'ouvrage restitue avec finesse comment le parti permet à ses militants d'avoir une formation continue permanente tout en appliquant à la lettre les consignes du « Centre », c'est-à-dire de la direction de l'Internationale communiste (en particulier sur la propagande). Cette approche qui souligne l'importance et l'intérêt du PCF pour l'édition, complète avec force les travaux plus anciens sur les écoles des cadres et des militants, sur la culture communiste.

Marie-Cécile Bouju insiste, à juste titre, sur le caractère exceptionnel et remarquable de cet effort du PCF en faveur de l'édition : « aucun parti politique français ne s'est doté de pareils moyens sur une durée aussi longue ». Le corpus étudié entre les années 1920 et la fin des années 1960 correspond à 3758 titres imprimés et édités par le parti communiste. A ce corpus important, s'ajoutent de nombreuses références d'archives qui rendent la démonstration convaincante.

La première partie qui analyse la naissance d'un nouveau modèle éditorial (1920-1934), souligne les enjeux des héritages et novations. La Section française de l'Internationale communiste (SFIC), née de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), doit composer avec la culture et les pratiques de la « vieille maison ». L'édition, comme les autres activités du jeune parti, connaît quatre années de « flottement et de crises successives ». C'est le difficile passage d'une tradition socialiste à un parti de type nouveau contrôlé par Moscou qui subit également l'emprise de plus en plus affirmée du « Centre », de l'Internationale (ou Komintern). Les crises de la direction du parti se lisent aussi à l'aune des rapports entre Boris Souvarine et Moscou ; la Librairie de *l'Humanité* est rattachée directement au parti, ce qui lui permet d'appliquer dès 1920, les logiques de « l'agit-prop », publiant six titres dès cette première année. Petit à petit, on assiste à une emprise de plus en plus forte de l'appareil kominternien sur la jeune SFIC et le catalogue des éditions suit cette logique centralisatrice. A ses débuts, « la Librairie de *l'Humanité* n'est pas une maison d'édition, mais un "service" à la disposition du parti et du Komintern ».

La bolchevisation de la SFIC amplifie ce rôle de l'édition au service du Parti mondial de la Révolution qui envoie de nombreux titres à Paris, souvent saisis en gare, mais surtout qui posent des problèmes de traduction. Ces titres doivent assurer la bonne orientation politique (la doctrine), la propagande, mais aussi une diffusion à bon marché. Moscou décide de tout et sa section française ne conteste que rarement les orientations. La création des Editions sociales internationales (ESI) qui ont pour but d'éditer et de diffuser les Œuvres de Lénine et également des romans soviétiques, participent à cette modélisation idéologique qui, après la mort de Lénine, constitue le « marxisme-léninisme ». Toutefois, le contrôle poussé à son extrême — les bons à tirer même pour les titres — montre très vite ses limites. Il y a des « contresens, des coquilles », des erreurs de traduction qui retardent la publication des Œuvres de Lénine éditées seulement en 1929, même si la mention imprimée révèle

une certaine tricherie puisque l'ouvrage est daté de 1928... L'édition du Capital souligne aussi les difficultés rencontrées et le PCF renonce, laissant le monopole des éditions Costes.

C'est donc un socialisme scientifique, en lien étroit avec Moscou, qui est donné comme culture commune, comme bien commun aux communistes de France ; forgeant ainsi un socle, une identité communiste. Mais très vite, certains dirigeants, comme Albert Vassart, considèrent qu'il s'agit d'un « catéchisme ». Dès lors, profitant de la crise Barbé-Celor (1930-1931), la nouvelle direction du parti, avec Maurice Thorez, décide de mettre en place un Cercle d'études marxistes, dont l'un des principaux buts est de « créer une base de la science marxiste en France ». Toutefois, ces « vellétés d'autonomie [...] n'ont pas résisté [...] à la puissance politique du Komintern. Marie-Cécile Bouju souligne justement l'emprise, le contrôle kominternien et toute la « littérature marxiste française » doit recevoir l'agrément de Moscou. La soumission totale n'obère pas la politique éditoriale. Au contraire, le volontarisme se mesure aussi au développement du catalogue passant de 62 titres en 1925 à 89 en 1932. Le tirage moyen est de 6000 exemplaires se rapprochant du tirage moyen de l'édition française de la période qui oscille entre 4000 et 15000 exemplaires, même si 71% des titres proviennent en 1930 de traduction du russe (p. 62). On est donc loin d'une entreprise de subversion à grand tirage, d'autant que les difficultés financières des éditions sont bien analysées. Seuls 12% des titres connaissent des tirages supérieurs à 10 000 exemplaires, comme *Dix jours qui ébranlèrent le monde* de John Reed ou *la Révolte de la Mer noire* d'André Marty (15 000 exemplaires) ; on mesure ici le poids du mythe fondateur d'Octobre 1917 et les enjeux de la culture nationale de lutte contre les logiques de la Grande Guerre qui tous deux ont façonné le modèle du PCF.

Comme l'invite Roger Chartier, Marie-Cécile Bouju s'intéresse à la réception et l'appropriation du livre. Son chapitre III « La diffusion et la lecture communistes » vient clore la première partie de l'ouvrage en insistant sur la diffusion partisane et parfois ses difficultés ; en 1931, seuls 137 militants communistes ont souscrit aux Œuvres complètes de Lénine, soulignant l'échec du projet, alors que d'autres ouvrages — comme ceux cités plus hauts — connaissent un succès. C'est la difficile alchimie entre le registre d'écriture (et donc la difficulté d'entrer dans le texte), la thématique de l'ouvrage, mais aussi le prix qui peuvent permettre d'envisager de tels résultats. Surtout le PCF se dote au début des années 1930 d'un outil de diffusion, le Centre de diffusion du livre et de la presse (CDLP) qui à ses débuts connaît deux « délégués régionaux appointés » à Lyon et Marseille. Toutefois, cette nouvelle structure peut constituer, aux yeux des éditeurs traditionnels du parti, comme L. Cical, une concurrence déloyale. Les rivalités, les jalousies, voire les chasses gardées, sont ici soulignées avec justesse.

La seconde partie de l'ouvrage, intitulée « Vers une culture communiste française », centrée sur la période du Front populaire (1935-1939), restitue sous une forme originale, à partir du livre, la rencontre bien connue entre le PCF et la société, entre le parti et la République. Il s'agit à la fois d'un renouvellement des cadres de l'édition où apparaissent L. Moussinac et R. Hilsun, des professionnels de l'édition et intellectuels reconnus, accompagnant un mouvement que Bernard Pudal avait déjà souligné pour le parti lui-même. Il s'agit de partir à la conquête d'un nouveau lectorat, la rencontre avec le « peuple de France », mais aussi de diffuser l'idéal du Front populaire en insistant sur la « vulgarisation » nécessaire. De nouvelles séries apparaissent, les auteurs les plus publiés sont dorénavant français, avec pour figure centrale, celle de Maurice Thorez. En 1938, « les maisons d'éditions du PCF publient 67% de textes français contre 17% de textes traduits du russe » (p. 95). On mesure ici le tournant opéré avec le Front populaire et la logique de nationalisation du PCF. Une anthologie de la littérature française, qui reprend, entre autres, Rabelais, Zola, Flaubert, Romain Rolland, souligne bien cette inscription dans le panthéon de la littérature nationale.

Les progrès électoraux du PCF au cours de cette période, mais aussi les gains militants, offrent alors de nouveaux possibles pour les éditions et l'on assiste à une « diffusion tous azimuts » ; les bibliothèques liées aux municipalités communistes constituent en 1937 « 200 clients » du CDLP. Si les tirages augmentent, on embauche aussi du nouveau personnel (le CDLP qui employait 25 personnes en compte 36 en 1937 et 55 à la veille de la guerre, mais « les gains politiques et commerciaux du CDLP sont finalement médiocres » (p. 123) et les difficultés des impayés demeurent. Toutefois, deux succès éditoriaux sont à retenir de cette période. Pour le premier succès connu, qui ici est retracé minutieusement, il s'agit de l'autobiographie de Maurice Thorez, *Fils du peuple*, vendue

en 1938 à plus de 130 000 exemplaires ! L'ouvrage orne sans doute les bibliothèques des militants, de la famille communiste, mais il devient avant tout un marqueur et un récit de la geste communiste française. Marie-Cécile Bouju soulève un paradoxe, s'il s'agit d'un « best-seller », les efforts entrepris, en particulier les tournées nationales sont loin d'atteindre tous les militants. Le second, le Précis d'histoire du Parti communiste (bolchevik) offre la vulgate stalinienne de la naissance de l'URSS et n'est guère diffusé au-delà des cercles internes et militants.

Ainsi au cours de l'entre-deux-guerres, le discours du PCF sur la lecture et l'édition se rapproche des autres formes d'encadrement de la société, comme l'Eglise catholique (p. 142), participant, me semble-t-il, à « l'ère des masses » selon la belle formule d'Eric J. Hobsbawm, qui sont entrées dans l'âge de l'écrit pour tous, grâce aux effets induits des lois scolaires de la III^e République. L'auteur souligne pourtant qu'il existe toujours au sein du PCF une vision ouvriériste de la culture qui se juxtapose ou s'oppose à la « culture bourgeoise ».

Marie-Cécile Bouju aborde dans sa troisième partie les effets et les enjeux de la Seconde Guerre mondiale où le PCF est pris au piège, dans un premier temps, du Pacte germano-soviétique. Le parti est interdit et ses maisons d'éditions sont saisies. Peut-être qu'une réflexion plus tranchée entre la fin de la III^e République et la mise en place du gouvernement de Vichy avec la collaboration aurait-elle permis de souligner au mieux les enjeux de la clandestinité ? Les tergiversations de la direction sur la réparation de *l'Humanité* en juin 1940, mais aussi des ESI, sont bien soulignées, même si l'historiographie est aujourd'hui plus riche sur le sujet avec les ouvrages de Roger Bourderon ou de Claude Pennetier et Jean-Pierre Besse.

L'entrée dans la Résistance conduit à la « guerre de papier » et le PCF devient le premier éditeur clandestin de la Résistance intérieure. Ce développement du livre offre de très bons passages qui complètent les travaux sur la Résistance ; on comprend au plus près les logiques de l'édition clandestine, des restrictions et rationnements. La mise en place des imprimeries clandestines, mais aussi le contrôle des informations par la création d'un bulletin (*Notre propagande*) souligne également les enjeux politiques et tactiques du moment, d'autant que les arrestations sont nombreuses et qu'il faut sans cesse reconstruire les équipes... Il s'agit alors de valoriser la lutte armée, mais aussi les martyrs de la résistance, comme le fait Aragon pour les Editions de Minuit, et de préparer à l'insurrection nationale, la victoire...

A la Libération, le PCF est considéré comme le « parti de la Résistance et de l'intelligence », devenant un parti de masse et la première force électorale du pays. Les logiques de la sortie de la clandestinité, mais aussi de l'épuration sont bien mises en valeur dans cette quatrième partie de l'ouvrage. Si dans un premier temps, le PCF s'emploie à récupérer ses biens qui ont été saisis, il met aussi sur pieds de nouvelles structures d'éditions comme les éditions sociales. Surtout il s'agit de réorganiser et transformer le CDLP pour qu'il devienne un « Hachette des éditions de gauche » (p. 213)... Toutefois le CDLP, qui obtient l'exclusivité des maisons d'éditions du PCF, se heurte à plusieurs difficultés ; « le manque de locaux appropriés », les dettes et impayés, puis la crise de 1946-1947. Dès 1947, il n'est plus question de penser à un « Hachette de gauche », mais il faut sauver financièrement la structure, d'autant que la Guerre froide et le renvoi des ministres communistes du gouvernement changent la donne. Ses trois maisons d'éditions peuvent alors diffuser la culture de guerre froide fondée sur un triptyque (l'anti-américanisme et l'anti-impérialisme, la défense et la valorisation du modèle soviétique, puis la défense de la paix).

Au cours de cette période, naissent en 1949 les Editeurs français réunis (EFR), dirigées par R. Hallery sous l'autorité de trois dirigeants politiques, F. Billoux, J. Jérôme et Aragon. De fait, ces maisons d'éditions deviennent pour partie des « officines de propagande », de mobilisation, mais qui très vite, abandonnent les scories de l'ère jdanovienne et ne dépassent pas, malgré leurs efforts, la « famille communiste ». *A contrario*, il ne faut pas oublier, comme semble le faire l'auteur, que le PCF est isolé et qu'il existe une véritable phobie des communistes... Pourtant, la Farandole (en direction des adolescents et des jeunes) et le Cercle d'Art, deux nouvelles maisons d'éditions du PCF permettent une sortie du ghetto de la guerre froide.

Entre 1956 et 1968, on assiste alors au « nouvel âge d'or de l'édition politique » (cinquième partie) qui concrétise la sortie du ghetto du PCF. Les Editions sociales connaissent leurs heures de gloire, avec entre autres le lancement de la collection « les classiques du marxisme », alors que les EFR sont à leur étiage et que les deux maisons nées au cours de la guerre froide la Farandole et le Cercle d'Art confirment leurs succès. Ce moment des années 1960, où le PCF fait son aggiornamento sous l'égide de Waldeck Rochet et se rapproche de la « gauche non-communiste » pour lutter contre le pouvoir personnel du général de Gaulle est caractérisé par plusieurs mouvements au sein de l'édition. Dans un premier temps, les Editions de Minuit et les Editions Maspero ont une aura supérieure aux éditions du PCF qui restent cantonnées au monde communiste (qui subit plusieurs crises, le schisme sino-soviétique, l'émergence de nouvelles organisations de jeunes, etc.) et les dirigeants du parti, pour mettre en œuvre leur discours d'ouverture n'hésitent plus à être publiés au sein de maisons d'édition bourgeoise, comme Grasset avec W. Rochet, ce qui révèle aussi le passage d'une lecture militante à une lecture publique, c'est-à-dire d'une démocratisation de la culture.

Toutefois, la crise des années 1970, mais aussi les enjeux de la vie politique française et internationale conduisent au déclin et à la faillite du CDLP...

Cependant, trois regrets sont à signaler, même s'ils n'enlèvent rien à la qualité de l'ouvrage et invitent plutôt à poursuivre les recherches ; le premier concerne l'objet du livre (le produit fini) qui aurait pu être analysé de manière plus systématique, voire anthropologique (format, prix, modèle particulier, puis son appropriation par les lecteurs). Le second porte sur les comptes-rendus dans la presse ou les revues communistes de ces ouvrages, permettant de comprendre ce qui est défini comme référentiel minimum demandé aux militants. Enfin, l'analyse d'une bibliothèque d'un militant, d'un cadre ou d'un dirigeant (comme la bibliothèque de Maurice Thorez aujourd'hui conservée à Ivry) aurait permis de saisir les usages de la lecture (comment est-il lu ? comment est-il annoté ?), et comment il participe à l'éducation, à la culture militante, mais aussi à renforcer et modeler les convictions, la pensée, devenant alors un outil du quotidien de la culture communiste. Ayant, il y a quelques années dans le cadre d'une thèse sur Waldeck Rochet, secrétaire du PCF entre 1964 et 1969, pu repérer les annotations de l'œuvre de Lénine, mais aussi d'autres ouvrages, cela apporterait, me semble-t-il, une dimension fondamentale, celle de la réception des livres ouvrant ainsi d'autres horizons afin de saisir ce qu'invite le beau titre de l'ouvrage, « Lire en communiste ».

Jean Vigreux
Université de Franche-Comté
jean.vigreux@univ-fcomte.fr

Copyright © 2011 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for edistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/ republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172